L'ABEILLE DE LA N. ORLÉANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 25 JUILLET.

DIX-SEPTIEME ETAT ANNUEL
DE LA
Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent de la Nlle-Orléans.

Nlle-Orléans, 22 mai 1866.

Les Directeurs, conformément à la charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie, le 30 avril 1866:

Primes d'incendie	$[illegible] 71	
Primes de marine	[illegible] 15	
Primes de rivières	[illegible] 60	
		$1,[illegible] 46
Montant des primes expirées		[illegible] 04
Pertes payées et estimées		
Pertes d'incendie	[illegible]	
Pertes de navires	[illegible]	
Pertes de rivières	[illegible]	
Escompte payé au lieu de scrip	[illegible]	
Taxes payées	[illegible]	
Réassurances payées	[illegible]	
Profits et pertes, dépenses générales, timbres, escompte en moins, &c	[illegible]	[illegible] 21
Bénéfice net		$[illegible] 20
Montant des primes participant au dividende scrip		[illegible] 00

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets garantis par hypothèques	$ [illegible]
Billets garantis par actions	[illegible]
Effets	[illegible]
Propriétés foncières	[illegible]
Placé en bons consolidés et en bons de la ville	[illegible]
Placé en actions de banques	[illegible]
Scrip étranger et du pays, compte de scrip	[illegible]
Compagnie du Dry Dock Vallette	[illegible]
Dû pour primes et en voie de perception	[illegible]
En caisse	[illegible]
	$947,180 [illegible]

Le tableau qui précède est exact et une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
THOMAS A. ADAMS Président.
HENRY V. OGDEN, secrétaire.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent comptant, sur tous ses certificats non payés de scrip aux porteurs légaux des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont également déclaré un dividende-scrip de SOIXANTE pour cent sur les primes expirées ayant droit de participer pour l'année expirée le 30 avril 1866, et leurs émis des certificats, à partir du deuxième lundi de [illegible] prochain.
THOMAS A. ADAMS, Président.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

—DIRECTEURS—
Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy,
C. D. Ruddecke, James J. Hanna,
Sam'l B. Newman, A. Duthil,
F. H. Foley, Wm. Edwards,
Norman Jackson, A. Obst,
A. Thomson, A. B. Reading.

25 mai—30f

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

SEPTIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte la Compagnie présente l'état suivant:

Montant des primes non expirées en 1865		$ [illegible]
Primes dans l'année expirée le 31 décembre 1866:		
Sur les risques d'incendie	$297,136 35	
Sur les risques de mer	6,090 74	
Sur les risques de rivières	64,687 45	
		368,[illegible] 44
Total des primes		$481,386 44
Montant Primes non expirées le 31 décembre 1866	$101,430 00	
Primes remboursées	3,450 41	
		104,886 41
Total des primes		$376,485 03
Pertes Sur les risques d'incendie	$ 96,273 42	
Sur les risques de mer	35,142 [illegible]	
Sur les risques de rivière	35,932 [illegible]	
	$219,342 [illegible]	
Taxes	13,670 61	
Réassurances	11,318 68	
Dépenses générales, comptes d'intérêt	13,730 77	
Escompté de scrip	24,897 90	
		282,476 13
Bénéfice net		$ 94,009 9[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets garantis par hypothèques	$169,394 [illegible]
Primes en voie de perception	63,568 [illegible]
Banc. consolidés et bons de la ville	[illegible]
Placé en actions de la Compagnie du Gaz	[illegible]
Placé en actions de la Compagnie du Chemin de Fer de la ville	[illegible]
Scrips de compagnie d'assurance mutuelle	79,726 00
Compagnie de la Bourse des Négociants	[illegible]
Propriété foncière	6,078 44
Compagnie Valette Dry Dock	[illegible]
En caisse	57,129 19
	506,215 17
En moins: Intérêt de scrip, non réclamé	$ 6,500 00
Intérêt (dû en mars) sur les scrips pour cette année	24,377 80
Réclamations non réglées	7,650 00
	38,542 80
	$467,372 37

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, Ville de la Nlle-Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui 9 janvier 1867, par devant moi, soussigné, Juge de paix dûment commissionné et qualifié, se sont présentés J. Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, lesquels ayant été assermentés conformément à la loi, ont déclaré que le susdit tableau est une copie exacte tirée sur les livres de la Compagnie.
J. TUYES, Président,
J. W. HINCKS, Secrétaire.
Assermentés et signés par devant moi, ce 9 janvier 1867.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 7 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu de déclarer un dividende-scrip de VINGT-CINQ pour cent sur le montant net des primes gagnées pour l'année expirée le 31 décembre 1866—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars prochain. Il a été résolu en outre de payer, à partir du deuxième lundi de mars prochain, SIX pour cent d'intérêt sur tous les scrips non encore payés de la Compagnie.

Directeurs:
Geo. Urquhart, Wm. Stevens,
L. Rochereau, Chas. Lafitte,
G. W. Babcock, A. Schreiber,
J. A. White, John Gauche,
W. F. Vredenburgh, J. M. Lapeyre,
T. B. Blanchard, J. Tuyes.

10 janv—30 f'sévrie—1 an

COMPAGNIE d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1866		$[illegible]
Primes d'incendie	$[illegible]	
Primes de mer	[illegible]	
Primes de rivières	[illegible]	
Moins les risques non expirés	$ 47,[illegible]	
Primes remboursées	[illegible]	
Montant net des primes		$[illegible]
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	$162,194 [illegible]	
Pertes sur les mers	104,111 [illegible]	
Pertes sur les rivières	10,047 [illegible]	
	$[illegible]	
Réassurances	16,482 11	
Remboursements de vingt et de vingt-cinq pour cent	[illegible]	
Plus, les frais, les taxes et revenu intérieur, les profits et pertes, l'intérêt sur le scrip, l'intérêt en moins, etc.	31,301 31	[illegible]
Bénéfice net		$ [illegible]
Montant net des primes le 30 nov. 1866		$[illegible]
Moins le montant sur lequel il a été remboursé vingt et vingt-cinq pour cent		179,[illegible]
Montant participant au bénéfice		$146,761 06

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets	$ 26,166 27
Primes en voie de perception	110,997 06
Placé en bons de banque	71,301 50
Prêts sur garanties	26,427 70
Prêts sur hypothèques	12,387 45
Placé en bons de chemins de fer	9,350 00
Placé en scrip de compagnies d'assurance	[illegible]
En caisse	[illegible]
	$346,773 20

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
O. GAILLARD, Président.
H. CASTAREDE, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et soussigné par devant moi, ce 17 décembre 1866.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant au bénéfice, pour l'année expirée le 30 novembre 1866, dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de février prochain. Ils ont de plus résolu de payer six pour cent d'intérêt sur les certificats de scrip non encore payés, à partir du deuxième lundi de février 1866.

DIRECTEURS:
J. Lorber, A. Miltenberger,
A. Verlein De Gruy, J. Lemore,
Jhon Gauche, L. Grand,
Jas. A. White, T. Avendano,
O. Gaillard, A. H. D'Mesa,
J. A. Stone, F. Mathon,
A. Bidault.

Bureau, rue Carondelet, No 3.
1e—1an

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.
Nlle-Orléans, Rue du Camp, No 61.

ONZIEME ETAT ANNUEL
De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 Décembre 1866.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 Décembre 1866, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$281,[illegible]	
Sur les risques de mer	63,[illegible]	
Sur les risques de rivières	205,[illegible]	
	$[illegible] 44	
Risques non expirés le 31 déc. 1866	[illegible]	$722,[illegible] 44
A déduire:		
Risques non expirés le 31 déc. 1866	[illegible]	
Primes remboursées le 31 déc. 1866	4,[illegible]	71,[illegible]
Montant net des primes le 31 déc. 1866		$651,342 [illegible]
Pertes payées dans la même période:		
Sur les risques de feu	$[illegible]	
Sur les risques de mer	[illegible]	
Sur les risques de riv.	[illegible]	
Réassurances	[illegible]	
Quinze, vingt et vingt-cinq pour cent d'escompte de primes	[illegible]	
Montant réservé pour pertes non ajustées	[illegible]	
Dépenses, taxes, profits et pertes, escompte et intérêt en moins	[illegible]	
Bénéfice net		$64,756 [illegible]
Montant net des primes		$651,342 [illegible]
En moins—montant des primes sur lesquelles il a été remboursé quinze, vingt et vingt-cinq pour cent		[illegible]
Montant net des primes participant au bénéfice		$[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit: [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE. [illegible]

[illegible]

Directeurs: [illegible]

ANNONCES PARISIENNES, Publiées par M. H. GAILLARDET,
No 21 RUE TRÉVISE, PARIS.

SIROP TONI-RÉGÉNÉRATEUR DE QUINQUINA ET DE FER
De GRIMAULT et Cie, à PARIS.

Ce nouveau médicament, qui se présente sous une forme limpide et agréable et un goût délicieux, réunit l'association de deux médicaments que les médecins désiraient depuis longtemps et que les efforts des chimistes et pharmaciens les plus distingués n'avaient pu réunir et combiner sans décomposition, savoir: le quinquina, qui est le médicament tonique par excellence, et le fer, qui est l'élément principal de notre sang.

Il y a à peine une année que ce produit a paru, et déjà dans tous les hôpitaux et à la Cour impériale de France, il a remplacé tous les anciens médicaments ferrugineux connus. Le sirop toni-régénérateur s'emploie avec le plus grand succès dans tous les cas où il est nécessaire de reconstituer le corps et de redonner au sang ses principes altérés ou perdus. Les pâles couleurs chez les jeunes filles anémiques et délicates dont le développement et la constitution sont lents à se former, disparaissent rapidement sous l'influence de cette excellente préparation. La suppression ou l'irrégularité de la menstruation, les maux d'estomac, pertes d'appétit, digestions lentes ou pénibles, le lymphatisme, l'appauvrissement du sang, les scrofules, les convalescences des fièvres graves ou pernicieuses sont promptement guéris par le sirop de quinquina ferrugineux. — Le prospectus contient les attestations de beaucoup de membres de l'Académie de médecine de Paris qui prouvent que ce médicament est le conservateur, par excellence, de la santé, le reconstituant de l'économie humaine, et qu'il est indispensable aux personnes qui habitent les pays chauds comme préservatif des épidémies.

Dépôt général: à Paris, Pharmacie GRIMAULT et Ce, 7, rue de la Feuillade; — à New-York, J. Becker, 199, Grand Street; E. Fougera, Brooklyn; — Nouvelle-Orléans, Ducongé, Gaillot, Beloche et dans toutes les principales pharmacies.

EAU DE MELISSE DES CARMES DE BOYER
14, RUE TARANNE, A PARIS.

PRÉVIENT et guérit: MAL DE MER, apoplexie, vapeurs, vertiges, faiblesses, syncopes, évanouissements, léthargie, palpitations, coliques, maux d'estomac, indigestions, piqûres de MOUSTIQUES, MARINGOUINS et autres insectes. Elle fortifie les femmes en travail, préserve du mauvais air et de la peste; cicatrise promptement les plaies, guérit gangrène, humeurs froides, etc. (Voir le prospectus.)

Cette Eau, dont les vertus sont connues depuis plus de deux siècles, est la seule autorisée par le gouvernement et la Faculté de médecine, sous les yeux de laquelle elle a été fabriquée.

Divers jugements et arrêts obtenus contre les contrefacteurs consacrent à M. BOYER la propriété exclusive de cette Eau, et reconnaissent avec la Faculté de médecine, sa supériorité.

A Paris, 14, rue Taranne—Dépôt central à la Nouvelle-Orléans chez MM. MAUNSELL et BOGEL, rue de Chartres, et chez M. DUCONGÉ, droguistes.—A New York chez M. J. MILHAU et Cie.

INJECTION BROU
HYGIÉNIQUE, INFAILLIBLE et PRÉSERVATRICE.
La seule guérissant sans rien lui adjoindre.
Se trouve dans les principales pharmacies de l'univers. A Paris, chez l'inventeur BROU, rue Lafayette, 123, et Boulevard Magenta, 112.

Médaille d'OR & Prix de 16,600 fr

QUINA LAROCHE *Ferrugineux*

BIEN SUPÉRIEUR AUX VINS ET SIROPS.
Cet ELIXIR TONIQUE et FÉBRIFUGE contient sous un petit volume la réunion complète des principes des *trois quinquinas*. Ni trop vineux, ni trop sucré, il est aussi agréable qu'efficace, convient aux natures délicates ou affaiblies; il modifie très-vite *l'anémie, la chlorose, les gastralgies, dyspepsie, épuisement, manque d'appétit*, et toutes *les affections fébriles*.
QUINA LAROCHE *iodé*; dito *ferrugineux*.
DEPOT à PARIS, 15, rue Drouot.
NLLE-ORLEANS, chez M. SCHWAB, pharmacien, rue de Chartres, 127, 129; chez MM. MAUNSELL et BOGEL, rue de Chartres; chez M. DUCONGÉ droguiste, et dans toutes les pharmacies.

MAISON
BOTOT
FOURNISSEUR
de LL. MM. l'Empereur des Français, du Roi et de la Reine des Belges
SEULE VÉRITABLE
EAU DENTIFRICE DE BOTOT
Approuvée par l'Académie de médecine de Paris
Ce précieux dentifrice est spécialement recommandé pour les *soins de la bouche*. Employé en *gargarisme*, il est un préservatif puissant contre les *angines* et les *maux de gorge*; il active et facilite une belle dentition chez les jeunes enfants.
POUDRE DENTIFRICE AU QUINQUINA
Cette poudre, associée à la véritable *Eau de Botot*, constitue pour le raffermissement des gencives et la *blancheur* des dents la préparation *la plus saine*.
VINAIGRE DE TOILETTE SUPÉRIEUR
Composé de *sucs* de plantes rares et d'une finesse de parfums les plus recherchés, ce Vinaigre a été reconnu comme un des plus grands succès de la parfumerie.
Exiger sur chacun de ces trois remarquables produits l'inscription et la signature ci-dessous.
Ouï fidèle [illegible]
M. Botot
Refuser comme étrangers à ma fabrication tous flacons portant sur l'étiquette le titre: Eau dite de BOTOT.
Entrepôt rue de Rivoli, 19
PARIS
A NEW-YORK, chez E. Emile BAOUX, Maison EMERICK, 27, Maiden Lane.
A LA NOUVELLE-ORLEANS, chez E. DUCONGÉ, droguiste, et chez MM. MAUNSELL et Cie, négociants, 3, rue de Chartres.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 28 février 1867		$838,130 13
Savoir: Primes d'incendie	$403,776 83	
Primes de mer	201,377 22	
Primes de rivières	232,976 08	
		$838,130 13
En moins, primes remboursées	$ 4,413 10	
En moins, primes non expirées	40,294 00	
		$ 44,707 10
Montant net des primes		$793,423 03
Pertes payées.		
Pertes par l'incendie	$140,352 80	
Pertes sur mer	130,809 20	
Pertes sur les rivières	204,175 35	
	$476,517 35	
Réassurances	43,384 33	
Dépenses, taxes, intérêts, escompte, etc	56,273 87	
Escompte au lieu de scrip	77,770 35	
		$653,945 92
Bénéfice net		$139,477 41

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placé en propriétés foncières	$36,850 52
Placé en hypothèque sur propriétés foncières	65,562 50
Placé en bons de la ville et autres	82,220 00
Placé en actions de banque et autres	111,655 00
Placé en scrip de Compagnies d'Assurance	121,727 00
Prêts sur garanties	82,150 00
Effets	34,956 47
Primes en voie de perception	101,636 57
En caisse	162,833 31
	$738,448 31

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.
CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé par devant moi, ce 19 mars 1867.
PAUL W. COLLENS,
Troisième juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de l'année expirée le 28 février 1867, et pour ce dividende, il sera émis des certificats à partir du 1er juillet prochain.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai 1867, aux porteurs ou à leurs ayant-cause, six pour cent d'intérêt sur tous les certificats de scrip non encore payés.
CHAS BRIGGS, Président.
ART. CARRIERE, Vice-Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

—DIRECTEURS—
Charles Briggs, A. E. Montgomery,
Ant. Carrière, Chas. Welshaar,
Geo. A. Fosdick, A. Lecour,
Mason Pilcher, Frank Williams,
E. Brugier, Thomas Byrne,
Chas. Lafitte, John Thornhill,
John S. Maunsell, W. A. Violett,
P. Anderson, D. Piaggio,
Alfred Kearny, Hugh Macdonald,
A. Freiche, Harlow J. Phelps,
Geo. W. Dunbar, Wm. H. Pinckard,
E. F. Stockmeyer, Henry H. Bryan,
Geo. W. Hynson, John B. Walls,
Arch'd Montgomery, J. B. Ebiers,
Henry J. Vose, George Foster,
E. Marqueze, Andrew Stewart.

21 mars—[illegible] L.B. Poitier

VENTES JUDICIAIRES.

NANCY JEANNE BARRETT & WM. B. BARRETT vs. WM. KREEKENBERG.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 18,654—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, dix août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de la ville, à la vente publique et adjudication de la propriété décrite ci-après, savoir:

1o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet formé par les rues Poydras, Julie et Broad, désigné par le numéro Trois, d'après un croquis annexé à un acte passé devant Wm. Shannon, notaire public en cette ville, en date du 5 mars 1866, portant vente par Cornelius C. Beard à M. Schul.

Le dit terrain mesure deux cent trente-sept pieds deux pouces sept lignes de face à la rue Poydras, deux cent quarante-huit pieds de face à la rue Julie, [illegible] pieds quatre pouces sur la ligne limitrophe des numéros Un et Deux du dit îlet.

Ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur Wm. Martin, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Cornelius C. Beard, suivant acte au rapport du dit notaire Wm. Shannon, en date du 6 mars 1866.

2o—Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Poydras, Broad et Julie, désigné par le No Un, suivant plan de Buisson, voyer, daté du 18 février 1850 et mesurant quarante-quatre pieds dix pouces quatre lignes de face à la rue Broad, deux cent deux pieds huit pouces une ligne de face à la rue Poydras, deux cent cinquante pieds dix pouces quatre lignes de face à la rue Julie, et deux cent vingt-six pieds quatre pouces sept lignes sur la ligne limitrophe du numéro Trois, deux cent neuf pieds quatre pouces sur la ligne limitrophe du numéro Un.

Ce terrain appartient au défendeur Wm Martin au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de F. S. de Chalus, suivant acte au rapport de M. Gernon, notaire public en cette ville, en date du 26 mai 1866.

3o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet ou triangle borné par les rues Poydras, Julie et Broad, et désigné par le numéro Un, suivant croquis annexé à un acte au rapport de Wm. Shannon, notaire public en cette ville, en date du 15 mars 1866, portant vente par C. C. Beard à M. Schul.

Le dit terrain mesure quarante quatre pieds dix pouces trois lignes de face à la rue Broad, sur une profondeur et façade à la rue Julie de deux cents pieds, et une profondeur, sur la ligne limitrophe du numéro Un, de deux cent un pieds quatre pouces et sept lignes et une largeur derrière de vingt-quatre pieds quatre pouces et une ligne.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur Wm. Martin, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Michael Kain, suivant acte au rapport de M. Gernon, notaire public en cette ville, en date du 6 octobre 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.
17 juillet—17,26—août 3,9,17

Magasins en briques.
Numéros 149 et 151, rue Julie.

Succession d'Ann Eliza Hosmer, Adelaïde Claire Brown et al.—No —
Sixième Cour de District judiciaire, — Paroisse de St. Tammany.

Dans l'affaire de la mineure Laura Louisa Brown
No 7,890.
Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & Co.,
NICHOLAS J. HOEY, encanteur.
Bureau, Exchange Place, No 17.

SAMEDI, 27 juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, dans la rue Royale, entre les rues Canal et Douane, en vertu d'un ordre de l'Hon. Sixième Cour de District judiciaire de la paroisse de St Tammany, La., et d'un ordre de l'Honorable John W. Thomas, juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 26 juin 1867, et rendu le 28 juillet 1867, et le susdit Nouvelle-Orléans, le 26 juin 1867, il sera vendu, à l'enchère publique, la propriété ci-après décrite, savoir:

Deux certains lots de terre, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Julie, Girod, Camp et Ste Marie, désignés par les Nos 3 et 4, sur un plan dressé par W. T. Thompson, daté le 16 février 1857 et déposé au bureau de H. B. Cenas, notaire. Les dits terrains se touchent et mesurent chacun 30 pieds de face sur la rue Julie, sur une profondeur entre lignes parallèles de 75 pieds.

Les améliorations consistent en une maison basse en briques, divisée en deux magasins, connus sous les Nos 149 et 151, rue Julie.

Conditions de la vente.—Un tiers comptant, le reste à crédit de 1 et 2 ans, en billets des acquéreurs, payables à leur propre ordre et endossés par eux; divisés en coupons et portant intérêt à raison de 8 p. 0/0 par an, du jour de la vente jusqu'à parfait paiement, garantis par un privilège de vendeur et hypothèque spéciale sur la propriété; acquéreur de payer [illegible] pour tous les actes de vente [illegible].

Actes de vente et les timbres de Revenu aux frais des acquéreurs, par-devant A. Hero Jr, notaire public.
jy 3 juillet—[illegible]

Terrain améliorés et à prix dans la ville de Belleville.

Succession de Maria Hughes, veuve de Robert Norris.—No 28,957.

PAR G. DE FERIET, encanteur, Bureau, rue Royale, No 62.

LUNDI, 29 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre les rues Canal et Douane, il sera vendu, à l'enchère publique, en vertu d'un ordre de l'Honorable Juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, daté du 15 juillet 1867, la propriété ci-après décrite et appartenant à la dite succession, savoir: [illegible]

AUCTION SALES.
S. GUINAULT'S SALES.

Succession of Sylvestre Norcetans Rabassa.
BY S. GUINAULT, Auctioneer.
Office—Corner Bienville street and Exchange Alley.

TUESDAY, 13th August, 1867, will be sold at 12 o'clock M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 5th July, 1867, the following property, to-wit—

A LOT OF GROUND, situated in suburb Tremé, Second District of this city, in square bounded by St. Ann, Dumaine, Derbigny and Roman streets; said lot of ground forming the corner of St. Ann and Derbigny streets, and measuring, French measure, 79 feet 8 inches front on St. Ann street, by 110 feet in depth and fronting on Derbigny street; together with all the buildings and improvements thereon.

Terms—Cash, in U. S. currency.

The above property is sold subject to a lease ending 30th September, 1867, at the rate of $20 per month. The taxes for the running year (1867) as well as the U. S. stamps to be at the cost of the purchaser.

Act of sale before O. Drouet, notary public, at the expense of the purchaser. jy12 20 27 aug3 13

Succession of François Escoffier.
BY S. GUINAULT, Auctioneer.
Office—Corner of Exchange Place and Bienville street.

SATURDAY, 24th August, 1867, at 12 o'clock M., will be sold at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated July 16th, 1867, the following described property:

TWELVE LOTS OF GROUND, situated in suburb Franklin, Third District of this city, designated by Nos 10, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 24 of square No 139, bounded by Music, Law, Arts and Magistrate streets, on a plan of Journot, dated 15th March, 1853. Said lots measuring to wit: lot No 10, forming the corner of Music and Law streets, 31 feet 11 inches 6 lines front on Music street, by 122 feet 6 inches 6 lines deep and fronting Law street. Lots Nos 11 and 12 have each 31 feet 11 inches 6 lines front on Law street, by 153 feet 6 inches 6 lines deep. Lots Nos. 16 to 22 inclusive, each 31 feet 11 inches 6 lines front on running street, by 122 feet 6 inches 6 lines in depth; lot No. 22 forming the corner of Magistrate street, and lots Nos. 23 and 24, each 31 feet 11 inches 6 lines front on Magistrate street, by 159 feet 2 inches 6 lines in depth.

Terms—Cash.
Acts of sale before P. Condrain, notary public, at the expense of the purchaser, including the U. S. stamps.
jy24 aug1 8 15 24

Drug Store.
Succession of A. N. Alexis.
By S. GUINAULT, Auctioneer.
Office—corner Exchange Alley and Bienville street.

SATURDAY, 27th of July, 1867 will be sold, at 10 o'clock, A. M., on the Bayou Road, corner of Derbigny street, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 19th of July, 1867—

A well assorted and well patronized DRUG STORE.
Also, a lot of HOUSEHOLD FURNITURE.
Terms—Cash, in U. S. Treasury Notes. jy23 24 27

JUDICIAL SALES.

Sale by the Sheriff of the Parish of Orleans in Order to Effect a Partition.
B. Antognini vs. Lewis Harouard.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No 19,837.—By virtue of a judgment rendered June 8th, 1867, and signed June 13th, 1867, to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Custom-house streets, in the Second District of this city, on MONDAY, the twenty-ninth day of July 1867, at 12 o'clock M., in order to effect a partition, the following described property, to wit:

A LOT OF GROUND situate in suburb Washington, in the Third District of this city, in square known and designated by the number nine, measuring fifty-three feet three inches front on Lesseps street, by one hundred and thirty-eight feet.

Terms—Cash on the spot.
HARRY T. HAYS,
je29 jy8 16 24 29 Sheriff of the Parish of Orleans.

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y.

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

FROM NEW ORLEANS	1st Class.	2d Class.	3d Class.	4th Class.
St. Thomas	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Havana	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Porto Rico	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Hayti	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Santiago de Cuba	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Jamaica	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Guadeloupe	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Martinique	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
St. Lucie	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
St. Vincent	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
La Granada	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
La Trinidad	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Demerara	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Surinam	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Cayenne	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
La Guayra	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Porto Cabello	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
St. Marthe	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Colon	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

[illegible]

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fore aft deck or 2d aft deck, $240 in gold.
Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $210 in gold.
Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $120 in gold.
Children under three years old, free.
Children over three years and under eight, pay quarter price.
Children over eight and under twelve, pay half price.
Children over twelve years pay full fare.
To every two children paying half price, and to four children paying quarter price, the same will be granted one bed.
In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage; the others will pay quarter price.
Servants are fed by the passengers will pay the same as steerage passage.
Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent, provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.
Fourth class passengers will furnish their meals.
One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.
All passage by this line is payable in gold.
From and after the 13th of February the French steamship DARIEN will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.
For passage apply to
VICTOR PERRILLAT, Agent,
jy21tf No. 127 Common street.

HENRY LARQUIE DANIEL MORIARTY, subrogé vs. JULES BENIT.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 16,536—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, six août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété décrite ci-après, savoir:

Deux certains terrains situés dans le Premier District de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues St-Paul, aujourd'hui Liberty, Havia, aujourd'hui Lafayette, Girode, aujourd'hui Howard, et Poydras, les dits terrains sont désignés par les numéros UN et DEUX de l'îlet numéro TRENTE-DEUX, suivant plan dressé par A. de Armas, architecte, le 24 mars 1851 et déposé en l'étude de A. Mazureau, notaire public en cette ville, pour mesurer, le terrain numéro Un, vingt-cinq pieds de face à la rue St-Paul, aujourd'hui Liberty, sur une profondeur de cent sept pieds, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Ce terrain appartient au défendeur, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Victor Benit, suivant acte au rapport de J. Emile Arreau, notaire public en cette ville, en date du 26 mars 1858.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
6 juillet—6 15 23 30—août 6

Succession de Robert C. Armstead.
No 18,383.

Vente, à l'encan, de la moitié indivise de onze terrains, situés près la rue du Canal, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre, Clark et Genois.
PAR PALFREY & HILL.
H. W. PALFREY, Encanteur.
Bureau, rue Carondelet, No 55.

Il sera vendu, SAMEDI 3 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, en vertu de et conformément à un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 18 juin 1867, les propriétés foncières ci-après décrites et appartenant à la succession de Robert C. Armstead, décédé savoir—

La moitié indivise de Onze Terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Clark, Palmyre et Genois. Lesdits terrains sont désignés par les Nos 1, 2, 3, 4, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24, sur un plan dressé par George T. Dunbar, daté du 12 décembre 1848 et déposé en l'étude de Jos. Cuvillier, ancien notaire en cette ville, et sur un plan figuratif déposé en l'étude de R. Brenan, ancien notaire public en cette ville.

Le terrain No 1 forme l'angle des rues Jackson (maintenant Gasquet) et Genois; il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Jackson, sur 108 pieds de profondeur et face à la rue Genois; les terrains Nos 2, 3 et 4 se touchent et mesurent chacun 30 pieds de face à la rue Jackson ou Gasquet, sur 108 pieds de profondeur, entre lignes parallèles; le terrain No 18 forme l'angle des rues Ste Marie et Palmyre, il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Palmyre, sur 108 pieds de profondeur et façade à la rue Genois; les terrains Nos 19, 20, 21 et 22 se touchent et mesurent chacun 30 pieds de face à la rue Palmyre, sur une profondeur de 108 pieds entre lignes parallèles.

Les terrains Nos 22 et 24 se touchent; ils ont chacun 30 pieds 6 pouces 6 lignes de face à la rue Genois, sur une profondeur de 108 pieds 6 pouces 6 lignes, entre lignes parallèles.—le tout au plan américain.

La proximité de ces propriétés à la terre du Canal en fait un placement avantageux. La vente se fera en terrains au gré des acheteurs. Voir les plans à la Bourse.

Conditions de la vente—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

Les actes de vente, y compris les timbres de Revenu Intérieur des Etats-Unis, par devant George W. Christy, notaire public, aux frais des acquéreurs.
27 juin—juillet 13—août 3

ETAT DE LA LOUISIANE—Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—L'Etat de la Louisiane, à tous ceux que les présentes concernent, salut:—Attendu que Madame Mary Orth veuve de Jacob Matz a acheté à une vente faite par G. de Feriet, encanteur la propriété ci-après décrite, s'est adressée au greffier de cette Cour où la dite vente passée par devant A. Ducatel, notaire, le 18 juin 1867 fut enregistrée le vingt-huit de juin de l'année 1867 pour un avis conformément à un acte de la Législature de l'Etat de la Louisiane, intitulé "Acte relatif aux monitions et à la manière de procéder," approuvé le 15 mars 1855;

Qu'il soit connu, et toutes personnes intéressées sont par ces présentes sommées au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, qui pourraient avoir droit à la propriété ci-après décrite, en conséquence d'un défaut de forme dans l'ordre, le décret ou le jugement de la Cour, en vertu duquel la vente a été faite, ou de toute irrégularité ou illégalité dans l'estimation, l'avis ou le temps et le mode de la vente, ou pour une autre cause quelconque, de faire voir, dans trente jours à dater de la publication de cet avis, pourquoi la vente ainsi faite ne serait pas confirmée et homologuée.

La dite propriété fut vendue par le susdit encanteur, le vingt-septième jour d'avril de l'année 1867, en vertu d'un décret de cette Cour, rendu le 27me jour de février de l'année 1867, dans l'affaire de Jane Freer, femme de Henry Grant, vs. Jane Adiam et Didien Fiesson, No 27,079, du Docket de cette Cour, à laquelle vente la dite veuve Jacob Matz, s'est rendue acquéreur pour le prix de $3,900 00 ainsi que le tout apport du susdit acte de vente passé par devant A. Ducatel, le 18 juin 1867.

Description de la propriété d'après le transfert judiciaire, savoir:

Un certain lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, tous droits et privilèges, &c, qui s'y attachent, situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Marigny, Grands Hommes ou Dauphine, Mandeville, Craps ou Bourgogne. Le dit lot forme l'encoignure des rues Marigny et Grands Hommes ou Dauphine et mesure trente deux pieds de face à la rue Marigny sur cent vingt pieds de profondeur et face à la rue Dauphine.

La propriété ci-dessus étant la même que Andrew Fiefertz a acquise de Lazare Dorestan Dalcour par acte passé devant J. Lisbony, notaire le 13 avril 1858.

Greffe de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, ce 29 juin 1867.
P. R. O'RORKE,
Greffier.
20 juin—juil. 13, 27

Succession de Chas. Schutller—No 25,493.

Septième Cour judiciaire, paroisse des Avoyelles, No—

Grande vente de terrains améliorés, situés dans le Premier et le Quatrième Districts.

Dans les affaires Adéliska Françoise Caspar, ci-devant veuve de Chas. Schutller, aujourd'hui femme de Jean Michel Robert; Catherine Schuttler, femme de John Nick; Louise R. Schuttler, veuve de George Kaiser; Rosa M. Schuttler, femme de Chas. N. Zunmer; Amélie Lisette Schuttler, Amélia Louisa Schuttler et Adolphe Ziler Schuttler, héritiers mineurs du dit Chas. Schuttler.

PAR GARDNER SMITH, YEISER & CO.
GARDNER SMITH, encanteur.
Bureau, No 90, rue du Camp.

Il sera vendu, samedi 17 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, en vertu de et conformément à un ordre de l'honorable John W. Thomas, juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, daté du 23 juillet 1867, les propriétés ci-après décrites et appartenant à la succession de Charles Schuttler, savoir:

[illegible]

Smith Newman & Co, vs McCombie & Child.

QUATRIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 19,302.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI trois août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication des billets, traites et comptes ci-après décrits, savoir—

1o—Un certain billet de la somme de $1,855 56, daté Nouvelle-Orléans, du 4 décembre 1866, souscrit par R. A. Rowley, à l'ordre de et endossé par MM. S. Whited & Co, payable à douze mois de date.

2o—Un certain billet daté Nouvelle-Orléans, du 13 septembre 1866 de la somme de $2,436 52, souscrit par Holt & Merritt, de Monroe, La, à l'ordre de et endossé par MM. S. Whited & Co, de cette ville, payables à trente jours de date. Ledit billet porte intérêt au taux de huit pour cent l'an de sa date jusqu'à paiement. (Demande, notice et protêt dispensés.)

3o—Trois certains billets souscrits par Isaac Levy, à la Nouvelle-Orléans, le 18 de février 1867, à son propre ordre et par lui endossés, payable respectivement à neuf, douze et quinze mois de date au comptoir de la Banque de Commerce en cette ville, deux desdits billets étant de la somme de $1,500 chacun et l'autre de la somme de $2,000, ils portent intérêt au taux de huit pour cent l'an de leur date.

4o—Deux certains billets datés Shreveport, La., du 22 décembre 1866 souscrits par Wm C. Beck & Co, à leur propre ordre et par eux endossés et qui sont acceptés par Lee Crandall & Co, chacun de la somme de $2,500, payables au comptoir de la Banque d'Amérique, portant intérêt au taux de huit pour cent l'an.

5o—Deux traites tirées par Isaac Brown à l'ordre de et endossées par W. C. Beck & Co et acceptées par Lee Crandall & Co, chacune de la somme de $500 payables à huit mois de date, datées Shreveport, le 13 mars 1867.

6o—Un billet daté de Big Band, Bayou Glaise, La., du 28 février 1867, de la somme de $362 62 portant intérêt au taux de huit pour cent de l'échéance jusqu'à paiement, souscrit par Franklin Ford à l'ordre de et endossé par Lee Crandall et Co, et payable à huit mois de date.

7o—Un billet daté Nouvelle-Orléans, du 1er mars 1867, souscrit par J. F. Manning et A. C. Manning à l'ordre de la Compagnie [illegible]...

8o—Deux traites par MM. Boyd, Allen & Co., datées du 28 février 1867, l'un tiré par Z. Martin, de la somme de $184 37, l'autre tiré par Franklin Ford de la somme de $250, toutes deux acceptées pour valeur par Edw. G. Gottschalk, notaire public, le 18 mars 1867.

9o—Un certain billet, daté de Montgomery, paroisse de Winn, La., du 12 février 1867, souscrit par S. B. Newman & Co, de ladite ville, de la somme de $2,950, avec intérêt au taux de huit pour cent l'an de sa date, payable à l'ordre de Lee Crandall & Co, payable le 1er de février 1868, ou avant cette époque. Ledit billet est garanti par hypothèque, suivant acte au rapport de W. H. Rogers, notaire public, de la paroisse de Winn, le 12 de février 1867.

10—Un certain billet de la somme de $15,000, avec intérêt au taux de huit pour cent l'an, de son échéance, souscrit par Samuel Whited à la Nouvelle-Orléans, du 7 février 1867, à son propre ordre et par lui endossé, payable le 1er de février 1868, garanti par hypothèque, suivant acte en date du 1er de février 1867, au rapport d'Octave Morel, notaire public de cette ville.

11—Plusieurs comptes dont le détail sera donné à la vente.

Et le même jour, à 5 heures P. M., sur les lieux, Rue Vic d..., angle Baronne et Gravier, Premier District: Meubles de bureau et effets mobiliers.
Saisis dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
HARRY T. HAYS.
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
20 juil—28,29, aout 1,3

Vente par le Shérif de la paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.
La Dame MARIE ANNA SALIBA, épouse de CLAUDE TRAVERS, vs. JULES C. SALIBA et als.
(Action en partage.)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 27,[illegible]—En vertu d'un jugement rendu le 25 mai 1867 et signé le 29 de la même année, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, 30 de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication [illegible]

[illegible]

CONDITIONS—[illegible]
HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
[illegible]

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS,
CITY OF NEW ORLEANS.

BE IT KNOWN, THAT ON THE TENTH DAY of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-seven, and of the independence of the United States of America the ninety-first, before me, WILLIAM JOSEPH CASTELL, a notary public in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana, duly commissioned and qualified, and in the presence of the witnesses hereinafter named, and undersigned, personally came and appeared:

The parties hereinafter named and undersigned, who declared that availing themselves of the provisions of the Statutes of the State of Louisiana relative to the organization of Corporations in this State, they do by these presents, form themselves into and constitute a corporation for the object and under the following stipulations, to wit:

ARTICLE I.
The corporate name of the Association shall be the MISSISSIPPI VALLEY NAVIGATION COMPANY.

ARTICLE II.
The place of business and legal domicil of this Corporation shall be located in the city of New Orleans.

ARTICLE III.
The object of this Association is to construct and maintain one or more Steamboats to run on the Mississippi river or its tributaries, for the purpose of carrying Freight and Passengers, and generally to exercise such incidental powers and privileges as are hereby, or may hereafter be conferred on them for the purposes aforesaid.

ARTICLE IV.
The President of the Association is hereby constituted the officer on whom citations may be served.

ARTICLE V.
The capital stock of this corporation is hereby fixed at Five Hundred Thousand Dollars, represented by Five Thousand Shares of One Hundred Dollars each. Ten per cent. of each subscription shall be payable at the time of signing, and the remainder shall be paid at such time and in the manner directed by the Board of Directors, provided that not more than ten per cent. of said subscription shall be called for at any one time, and not oftener than once in any thirty days.

ARTICLE VI.
This Association shall go into operation as soon as Fifty Thousand Dollars of the capital stock is subscribed, and immediately thereafter the Stockholders may meet and elect a Board of Directors, each shall be Stockholders, each share of Stock subscribed for shall be entitled to one vote; such Stockholders may vote in person or by proxy.

ARTICLE VII.
That in case it should become necessary to place this corporation in a state of liquidation there shall be appointed by the Board of Directors some one of their number, who shall represent their Corporation, and whose signature shall be binding on the Company.

ARTICLE VIII.
The Board of Directors, as soon as practicable after their election, shall proceed to elect the officers of the Association, which shall consist of a President, Vice President, Treasurer, Secretary, Superintendent, and such other officers as they may deem necessary, the two first of which shall be from their own number.

ARTICLE IX.
This Association shall have a corporate seal, the device of which shall be a steamboat and name of the Corporation traced thereon.

ARTICLE X.
The term for which this Corporation is formed shall be twenty-five years.

ARTICLE XI.
That should any subscriber refuse or neglect to pay punctually his or her installment or installments as the same mature and fall due, interest thereon at the rate of eight per cent. per annum shall be added thereto from maturity until payment, and if any subscriber neglects or refuses to pay his or her installment or installments within thirty days after the specified time of payment, the Board of Directors shall have the right of causing any share or shares, upon which any installment may be due to be sold at public auction or otherwise after ten days previous notice thereof by advertisement in one or more newspapers in this city.

ARTICLE XII
This corporation shall adopt such By-Laws hereafter as they may deem proper and necessary not inconsistent with this act.

The parties to this act are
DAVID DE HAVEN
DAVID C. MARTIN,
FRANK BAKER,
THOMAS G. RHETT
JOHN D. STRONG,
JOHN A. A. WEST,
LEE CRANDALL,
A. W. FAULKNER.

Thus done and passed in my office, at New Orleans aforesaid, the day, month and year first above written, in the presence of Charles E. Lenes and Theodore Renshaw, witnesses of lawful age, domiciliated in this city, who hereunto sign their names with the parties and me, the said Notary, after the reading of these presents.
(Signed) D. DeHAVEN,
D. C. MARTIN,
F. BAKER,
THOS. G. RHETT,
A. W. FAULKNER,
JOHN D. STRONG,
JOHN A. A. WEST,
LEE CRANDALL,
CHAS. E. LENES,
THEO. RENSHAW,
W. J. CASTELL,
Notary Public.

A True Copy,
W. J. CASTELL,
Notary Public.
New Orleans, April 10, 1867. apl1 tf

Louisiana Mutual Insurance Co.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement.

Total Premiums for the year ending 28th February, 1867		$838,130 13
Viz—Fire Premiums	$403,776 83	
Marine Premiums	201,377 22	
River Premiums	232,976 08	
		$838,130 1[illegible]
Less Return Premiums	$ 4,413 10	
Less Unearned Premiums	40,294 00	
		$ 44,707 10
Net Earned Premiums		$793,423 03
Losses Paid		
Fire Losses	$140,352 80	
Marine Losses	130,809 20	
River Losses	205,355 35	
	$476,517 35	
Reinsurances	43,384 33	
Expenses, Taxes, Interest, Discount, etc	56,273 87	
Discount in lieu of Scrip	77,770 35	
		$653,945 92
Net Profits		$139,477 41

The Company have the following Assets:

Invested in Real Estate	$ 36,850 52
Invested in Mortgage on Real Estate	65,562 50
Invested in City and other Bonds	82,220 00
Invested in Bank and other Stocks	111,655 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	121,727 00
Loaned on Pledges	82,150 00
Bills Receivable	34,956 47
Premiums in course of Collection	101,636 57
Cash on hand	162,833 31
	$739,448 31

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 19th day of March, 1867.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1867, for which certificates will be issued on and after the 1st day of July next.

Six per cent. interest on all outstanding certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1867, to the holders thereof or their legal representatives.
CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.
J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES.
Charles Briggs, A. E. Montgomery,
Ant. Carriere, Chas. Welshaar,
Geo. A. Fosdick, A. Lecour,
Mason Pilcher, Frank Williams,
E. Brugier, Thomas Byrne,
Chas. Lafitte, John Thornhill,
John S. Maunsell, W. A. Violett,
P. Anderson, D. Piaggio,
Alfred Kearny, Hugh Macdonald,
A. Freiche, Harlow J. Phelps,
Geo. W. Dunbar, Wm. M. Pinckard,
E. F. Stockmeyer, Henry H. Bryan,
Geo. W. Hynson, John B. Walls,
Arch'd Montgomery, J. B. Ebiers,
Henry J. Vose, George Foster,
E. Marqueze, Andrew Stewart.

J. B. [illegible] mh21

N. O. Mutual Insurance Company

SEVENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter, the Company publish the following statement.

Amount of Premiums unearned 1865		$ 96,394 [illegible]
Premiums during the year ending 31st December, 1866.		
On Fire Risks	$347,136 35	
On Marine Risks	70,090 74	
On River Risks	64,687 45	
		382,000 44
Total Premiums		$481,383 44
Less: Premiums unearned 31st Dec., 1866	$101,430 00	
Return Premiums	3,450 41	
		104,886 41
Net earned Premiums		$376,485 03
Losses:		
On Fire Risks	$96,273 42	
On Marine Risks	35,142 58	
On River Risks	35,932 96	
	$219,348 [illegible]	
Taxes	13,670 61	
Reinsurances	11,318 [illegible]	
General Expenses, less interest account	13,730 77	
Interest on Scrip	24,397 90	
		282,476 13
Net Profit		$94,009 90

The Company have the following assets:

Bills receivable secured by pledge and mortgage	$169,394 92
Premiums in course of collection	63,568 62
Consolidated or City Bonds	58,450 00
Invested in Gas Light Company	37,780 00
Do. in N. O. City Rail Road Company	3,300 00
Scrips of Mutual Ins Companies	79,726 00
Merchants' Exchange Company	1,000 00
Real Estate	6,078 44
Valette's Dry Dock Company	10,000 00
Cash on hand	57,129 19
	$506,215 17
Less: Unclaimed interest on Scrips	6,500 00
Interest due in March on all outstanding Scrips	24,397 80
Claims unsettled	7,650 00
	38,542 80
	$467,372 37

STATE OF LOUISIANA,
Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered, that on this day, the 9th of January, 1867, before me, the undersigned, Justice of the Peace, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the foregoing statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.
J. TUYES, President,
J. W. HINCKS, Secretary.
Sworn to and subscribed before me, this 9th day of January, 1867.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace, Parish of Orleans.

At a meeting of the Board of Directors, held the 7th instant, it was resolved to declare a Scrip Dividend of Twenty-five per cent on the net earned premiums, for the year ending 31st of December, 1866, for which certificates will be issued on and after the 1st of March next. Also to pay, on and after the second Monday in March next, SIX per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

—DIRECTORS:—
G. W. Babcock, Wm. Stevens,
George Urquhart, A. Schreiber,
L. Rochereau, Charles Lafitte,
J. A. White, J. M. Lapeyre,
W. F. Vredenburg, Jules Tuyes,
T. Bailly Blanchard, John Gauche.
A. Rochereau.

jan10 30td

Official.

Office of the Commissioners of the Consolidated Debt.
NEW ORLEANS, July 19th, 1867.

WHEREAS, The Commissioners of the Consolidated Debt have issued, for the prompt payment of the matured obligations of the Old Corporations of the City, during the years 1864, 1865 and 1866, under ordinances No. 6296, of the Bureau, adopted 19th August, 1864, CITY NOTES of the denomination of TWENTY DOLLARS ($20), to the amount of $[illegible], with the following words printed on the back, viz: "This note, issued in payment of Bonds of the Consolidated Debt of the City of New Orleans, will be received in payment of all debts due the City of New Orleans, and is convertible, at the will of the holder, in sums of one thousand dollars, into a Bond of said Consolidated Debt, payable forty years after date, bearing six per centum per annum, with semi-annual coupons attached."

And Whereas, the City Charter (section 37) provides that new bonds of the city should have been given in exchange for the above, be sold for the purpose of paying the aforesaid debt, and to diminish the city circulation to that extent; be it

Resolved, That from and after the 7th day of August proposals will be received for the exchange of said city notes, at the Office of the Commissioners of the Consolidated Bonds of the City of New Orleans, of One Thousand Dollars each, payable in Twenty-five Years, at the City Treasury, with interest coupons, payable semi-annually in the city of New York.

Proposals to be addressed to D. DeBuys, Secretary, City Hall Room No. 22, and indorsed "Offer for Exchange of City Notes." By order of the Board.
jy19 [illegible] O. DEBUYS, Secretary.

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.
Cisterns Made and Repaired.
Orders left at 29 Tivoli Circle, or at L. DUBARD [illegible] promptly attended to.

Choice Lumber for Counters, &c.
10,000 [illegible] of Black Walnut LUMBER, [illegible] TELLOW PINE CEILING and Grooved FLOORING [illegible]
ALEX. McCONNELL,
[illegible] Carondelet street.

Important! ------ Important!!
—TO—
BUYERS OF IRON TIES.

NEW ORLEANS, [illegible] 1867.

JOHN T. GOULD, Esq.:

Sir—We, the undersigned, having been engaged for a number of years in the business of Compressing Cotton coming to this market, cheerfully take this opportunity of stating, for the benefit of the Merchants, Planters, and the public in general, that in our opinion the BUTLER BUCKLE COTTON TIE, should have preference over all other Buckle Ties, as being the Strongest, Simplest and Easiest of Application, and know that we can compress a bale of Cotton put up with this Tie with more facility and expedition than with any other Tie now in use.

The Buckles which are attached to other Ties are weak in their construction and very insecure, and we have been compelled, in many instances, and, at our own expense, to use the Butler Buckles, with which to replace the others.

SAML BOYD & CO.,
Shippers and Union Cotton Presses and Independent Yard,
THOS. M. SIMMONS & CO.,
Alabama and Crescent City Presses.
ISAAC RANDOLPH,
Pelican Press.
STANLEY & CO.,
Commercial Press.
C. H. CHASE,
Virginia Press.
C. M. PASTEUR,
Proprietor Cooper's Press.
IRVINE, KOFMAN & CO.,
Merchants' Press.
GAUTIER, ALLAIN & CO.,
Penn's Press.
R. M. PASTEUR,
Fireproof Cotton Press.

Having secured the Agency for the above celebrated COTTON TIE, we are now prepared to fill orders for Merchants, Planters and Country Dealers, at the lowest prices.
WM. A. BELL & CO.,
Dealers in Bagging, Rope and Ties.
jel-3m No 41 Natchez street, New Orleans.

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA.—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that, on the 10th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: No. 17,710—Marie Margarite Reyff vs. Marie Joseph L. O. Reyff.—On motion of J. M. Dirhammer, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof in his favor: It is ordered and adjudged that the default herein entered on the 29th May, 1867, be now confirmed and made final, that there be judgment in favor of plaintiff, Mrs Mary Margarite Reyff, from Beuchrecht, wife of Marie Joseph Louis Gabriel Reyff, and against defendant, the said M. S. L. O. Reyff her husband; that the community of acquets and gains heretofore existing between said parties be dissolved; and that plaintiff recover of said defendant the sum of three thousand one hundred and twenty dollars, with legal interest from judicial demand till paid, and costs of suit, with the lien and privilege allowed by law to married women on the estates of their husbands on the property of her said husband. It is further ordered that a fee of fifty dollars, twenty-five dollars each, be allowed to A. D. Bernoudy and Theodore Duvert, appointed appraisers, the same to be taxed as costs.
Judgment rendered June 10th, 1867.
Judgment signed June 14th, 1867.
(Signed) CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 16th day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-seven, and the ninety-first year of the Independence of the United States.
A. D. BERNOUDY,
jy11 16 20 a10 Deputy Clerk.

STATE OF LOUISIANA.—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come, greeting:

Whereas, Mistress Mary Orth, widow of Jacob Matz, has purchased at a sale made by G. De Feriet, auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale—passed before A. Ducatel, notary, on the 18th June, 1867—was recorded on the 28th day of June, A. D. 1867, for a monition or advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever; to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by G. De Feriet, auctioneer aforesaid, on the twenty-seventh day of April, A. D. 1867, by virtue of a decree of this Court, rendered on the twenty-seventh day of February, A. D. 1867, in a suit entitled, Jane Freer, wife of Henry Grant vs. Sam Adiam and Didion Fieston, No. 27,079 of the Docket of this Court, at which sale Mrs. Mary Orth, widow of Jacob Matz, became purchaser for the price of $3,900, as the whole more fully appears from the act of sale passed before Amédée Ducatel, notary public, on the 18th of June, 1867.

Description of property, as given in the judicial conveyance, viz:

A certain LOT OF GROUND together with all the buildings and improvements thereon, rights, ways and privileges thereunto belonging or in anywise appertaining, situated in the Third District of this city, in the square bounded by Marigny, Greatmen (now Dauphine), Mandeville and Craps (now Burgundy) streets, the said lot of ground forming the corner of Marigny and Greatmen or Dauphine streets, and measuring thirty-four feet front on Marigny street by one hundred and twenty feet in depth and front on Dauphine street.

The aforesaid property being the same which Andrew Fifzen purchased from Lazare Dorestan Dalcour by act before J. Lisbony, notary, on the 13th April, 1858.

Clerk's Office, Second District Court of New Orleans, June 30, 1867.
jy1 jy13 27 P. R. O'RORKE, Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 28th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit:—W. Jurgielewicz vs. Laura Jurgielewicz—No. 19,491—In this case, submitted to the Court for adjudication upon the testimony filed, the Court considering the law and the evidence to be in favor of plaintiff. It is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff, Wladislaws Jurgielewicz, and against the defendant, Laura Maur his wife, that said parties be separated from bed and board and property. It is further ordered that defendant's demand in reconvention be dismissed, and the Court considering the welfare of the parties, the tender age of the children and other causes thereto. It is ordered that plaintiff do have the custody and care of the minor children Maria, aged ten years, Lara, aged a ten years, and Lucy, aged six years, issue of the marriage of said parties, and that defendant have the care and custody of the minor children, Carolina Julia, aged four years, Arthur, aged three years and Eugenie aged seven months, without the issue of the marriage; all costs to be paid by the defendant. It is further ordered that a fee of thirty-five dollars be allowed to F. O. Gottschalk, notary public, and twenty-five dollars to Frederick Wunderlich and T. Duvert, appointed appraisers herein, the same to be taxed as costs.
Judgment rendered June 28th, 1867.
Judgment signed July 3d 1867.
(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans on this 18th day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-seven, and the 91st year of the Independence of the United States.
A. D. BERNOUDY,
jy18 31 to 3d d Deputy Clerk.

A. Raveist vs His Creditors and the Creditors of C. Raveist & Son.—No. 23,212.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—Notice is hereby given to the creditors of the aforesaid insolvent, and to all other persons herein interested, to show cause, within ten days from the date of publication hereof, why the account herein filed should not be approved and homologated, and the funds distributed in accordance therewith.
By order of Court.
jy16 2 26 J. O. CHALON, Deputy Clerk.

Succession of Henry A. Stream.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 28,975—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause, within ten days from the present notification (if any they have or can) why the account presented by Mrs. [illegible] of this estate should not be homologated and the funds distributed in accordance therewith.
By order of the Court.
jy18 24 28 P. R. O'RORKE, Clerk.

United States Circuit Court.

FIFTH CIRCUIT AND DISTRICT OF LOUISIANA.

Alvin Destrehan, Widow of Amile Chazot, et al., vs. Armand Pitot, et al.—No. 4000.

Fourteen Thousand Acres of Land in the Parish of Vermillion, and Twenty-Seven Hundred and Eight Acres of Land in the Parish of St. Landry, La.

UNDER order of the Honorable Circuit Court of the United States, for the Fifth Circuit and District of Louisiana, in the partition suit of A. Destrehan, Widow of E. Chazot, et al., vs. A. Pitot et al., No. 4000, will be offered for sale at the Merchants' Exchange, in New Orleans, by M. M. Cohen, Master in Chancery and Special Commissioner, at 12 o'clock m., on the 13th day of July, 1867, according to plans of Wm. J. McCulloh, now exposed in said Exchange—the property of the heirs of McCarty.

The land in the Parish of Vermillion is situated on both sides of the Bayou Vermillion, commencing about ten miles below the town of Abbeville, having a depth of forty arpents, and a front extending down to the Bay. A large part of it was formerly successfully cultivated in Sugar, and is now in Cotton. A portion of it is well timbered, and much is high arable prairie, suitable for vacheries (several of which are on it).

This property will be sold as follows:

IN THE PARISH OF VERMILLION

1st. Lots 33, 35, 36 and 43, in Township 13, S. R. 3 E., and lots 36, 55, 40, 41 and 44 in T. 14, S. R. 3 E., South west District Louisiana, West Bank of Vermillion River in one body containing eleven hundred and sixty (1160) acres more or less.

2d. Lots 45, 49 and 50, in Township No. 14, S. R. 3 E. S. W. District, bounded East by Vermillion River, South by Little Bayou, and North by lands first above described; containing four hundred an eighty (480) acres more or less, with so much of the rear portions of lots 55, 56, 59 and 60, same township, as would contain one hundred and sixty (160) acres, according to a line of exchange established between Levi Rice and Allen Campbell, containing in all six hundred and forty (640) acres more or less.

3d. Lot 48, Township 14, S. R. 3 E., S. W. District, containing one hundred (100) acres.

4th. Lot 51, T. 14, S. R. 3 E., seventy-eight (78) acres.

5th. That portion of lots 55, 56, 59 and 60 having a front on Vermillion River of about twenty arpents, extending in the rear to the division line established between Levi Rice and Allen Campbell, mentioned in the above description of the second tract, and containing six hundred and eighty (680) acres more or less.

6th. Lots 61 and 62, T. 14 S. R. 3 E., S. W. District, containing three hundred an fifty (350) acres more or less.

7th. Lot 67, same township, one hundred and seventy (170) acres more or less.

8th. Lot 68, same township, one hundred and sixty (160) acres more or less.

9th. Lot 69, same township, one hundred and sixty (160) acres more or less.

10th. Section 87, T. 14, S. R. 3 E., containing fourteen hundred (1400) acres more or less.

11th. Section 90, containing fourteen hundred (1409) acres more or less.

12th. Sections 91 and 92, T. 14, S. R. 3 E, and sections 36, 39 and 40, T. 15, S. R. 3 E., containing twenty-four hundred (2400) acres more or less.

13th. Section 89, T. 14, S. R. 3 E., and section 37, T. 15 S. R. 3 E., S. W. District, containing thirteen hundred and seven (1307) acres more or less.

14th. Section 88, T. 14, S. R. 3 E. on East bank of Vermillion River, bounded below by the tract last above described, having a front and depth of forty arpents and containing fourteen hundred and eight (1408) acres, more or less.

15th.—Section 85, T. 14, S. R. 3 E., S. W. District, on East bank of Vermillion River, bounded below by the claim of John Merriman, now the property of Adrien Nunes, containing five hundred and eighty (580) acres more or less.

16th. Section 84, T. 14, S. R. 3 E., bounded below by the property above mentioned, of Adrien Nunes, with lot No. 36 adjoining, containing together three hundred and sixty (360) acres more or less.

17th. Lots 46, 47, 52 and 54, same township, each having five arpents front on the East bank of the Vermillion, with forty arpents in depth, together six hundred and forty (640) acres more or less.

18th. Lot 39, T. 14, S. R. 3 E.
19th. Lot 42, T. 14, S. R. 3 E.
20th. Lot 43, T. 14, S. R. 3 E.

These lots adjoin, having a depth of forty arpents, with a front of five arpents each, on the East Bank of Vermillion River, and contain each one hundred and sixty (160) acres more or less.

21st. Lot 38, T. 14, S. R. 3 E.
22d. Lot 27, T. 14, S. R. 3 E.
23d. Lot 26, T. 14, S. R. 3 E.
24th. Lot 25, T. 14, S. R. 3 E.

These four lots will be sold separately, they adjoin. Each has a front of five arpents on East Bank of Vermillion River, and a depth of forty arpents, and contain each one hundred and sixty (160) acres more or less.

The land in the PARISH OF ST. LANDRY consists:

1st. A tract confirmed to Jean Baptiste McCarty, containing thirteen hundred and fifty-four (1354) acres, as surveyed by Wm. B. Jackson, United States Deputy Surveyor, on the 27th of June, 1829, situated on the east bank of Nementon river, having forty arpents front by forty depth in T. 10 S. R. 3 W. Southwest District Louisiana. Bounded at the time of survey, by Bartholomew McCarty above, John Monton below and vacant lands in the rear.

2d. A tract confirmed to Edmond McCarty, containing thirteen hundred and fifty-four (1354) acres, as surveyed by Wm. B. Jackson, United States Deputy Surveyor, on the 28th June, 1829, situated forty arpents from the Nementon river; bounded, at the time of survey, in front by Bartholomew McCarthy, and on all sides by vacant lands. Each of three tracts has been sub-divided into four lots of equal front, and numbered 1, 2, 3 and 4, and will be sold separately, the purchaser having the privilege to buy all in bulk.

Terms of Sale—Payments to be made in U. S. Treasury notes. One-fourth cash, and the balance in the notes of the purchasers to their own order, payable in one, two and three years, with six per cent. interest from day of sale, secured by mortgage. Acts of sale and Internal Revenue stamps at the expense of purchasers, before Emile & Winchester, notaries public in New Orleans. jun15 3tcod

TREATMENT
—OF—
SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SYPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, EXEMA, SCROFULA SCURVY, &c.
E. GAUDOZ,
Druggist, from the Paris University,
Corner Conti and Burgundy Streets. ap9 1

Dr. RICORD'S
INJECTION AND PILLS.

For the cure of GONORRHEA, whether recent or chronic, in both sexes—easy, prompt and sure guaranteed. For sale by E. GAUDOZ, Druggist, ap9 1f Corner Conti and Burgundy streets.

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

Immediately with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending Nov. 30, 1866		$386,315 26
Fire premiums	$231,[illegible]	
Marine	[illegible]	
River	[illegible] 76	$386,315 26
Less unterminated risks	$ 47,946 00	
Returned premiums	3,[illegible]	50,[illegible]
Net earned premiums		$335,[illegible] 20
Losses paid:		
Fire losses	$162,194 [illegible]	
Marine losses	104,111 [illegible]	
River losses	10,047 [illegible]	
	$276,353 [illegible]	
Re-insurance	16,482 11	
Twenty and twenty-five per cent. returned	40,619 74	
Add expenses, internal revenue taxes, profit and loss, interest on scrip less interest, etc	31,301 31	365,[illegible]
Net profits		$ [illegible]
Net earned premiums 30th Nov., 1866		$335,427 20
Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned		179,[illegible]
Amount participating in profit		$146,761 06

The company have the following assets:

Bills receivable	$ 26,166 27
Premiums in course of collection	110,997 06
Invested in bank stocks	71,301 50
Loans on pledge	26,427 70
Loans on mortgage	12,387 45
Invested in railroad bonds	9,350 00
Invested in scrip of insurance company	[illegible]
Cash on hand	[illegible]
	$346,773 20

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company:
O. GAILLARD, President.
H. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana,
Parish of Orleans, City of Orleans,
Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1866.
PAUL W. COLLENS.
Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 30th November, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next; and have further resolved to pay six per cent. on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday in February, 1866.

TRUSTEES:
J. Lorber, A. Miltenberger
A. Verlein DeGruy, J. Lemore,
Jos. Gauche, L. Grand,
Jas. A. White, T. Avendano,
O. Gaillard, A. H. D'Mesa,
J. A. Stone, F. Mathon
A. Bidault

Office, No. 3 Carondelet street

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO.
New Orleans, 61 Camp street.

ELEVENTH ANNUAL STATEMENT
Of the affairs of the SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS
FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1866

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1866, viz		
On Fire Risks	$281,[illegible]	
On Marine Risks	63,[illegible]	
On River Risks	205,[illegible]	
		$[illegible] 44
Unterminated Risks, December 31, 1865		[illegible] $722,694 44
Deduct		
Unterminated Risks, December 31, 1866	[illegible]	
Return Premiums Dec. 31, 1866	[illegible]	71,[illegible]
Net Earned Premiums December 31, 1866		$651,342 [illegible]
Losses paid during the same period, viz:		
On Fire Risks	$[illegible]	
On Marine Risks	[illegible]	
On River Risks	[illegible]	$[illegible]
Add Reinsurance		[illegible]
Fifteen, Twenty and Twenty-five per cent discount on premiums		[illegible]
Amount reserved for unadjusted Losses		[illegible]
Expenses, Taxes, Profit and Loss, less Discount and Interest, etc		[illegible]
Net Profits		$64,756 [illegible]
Net Earned Premiums		$651,342 [illegible]
Less Amount of Premiums on which Fifteen, Twenty and Twenty-five per cent have been returned		[illegible]
Amount of Net Earned Premiums Participating in Profits		$[illegible]

The Company have the following assets viz: [illegible]

Invested in City and State Bonds valued at	$[illegible]
Invested in Bank and Gas Stocks, valued at	173,[illegible]
Loans on Pledge	39,[illegible]
Loans on Mortgage	[illegible]
Bills receivable	[illegible]
Premiums due in course of Collection	[illegible]
Scrip of other Insurance Companies	[illegible]
Uncurrent Funds	[illegible]
Cash on hand	[illegible]
	$1,[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the company.
THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me this sixteenth day of January 1867.
G. H. BRAUGHN,
Second Justice of the Peace Parish of Orleans.

The Board of Trustees have this day resolved to pay six per cent interest on the outstanding certificates of profits, on and after the 11th of February next, and to redeem in cash [illegible] of 1856. And they have further declared a Scrip dividend of FIFTY PER CENT. on the net earned participating premiums for the year ending December 31, 1866, for which certificates will be issued on and after the 15th day of March next.
THOMAS SLOO, President.
JNO. G. GAINES, Vice-President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

—DIRECTORS—
Jno. G. Gaines, H. T. Lonsdale
Jno. G. Richa, Sumpter Turner
R. J. Hart, B. Simon,
J. H. Stauffer, J. B. Sere
Henry Renshaw, Thos. A. James,
Thos. Sloo, J. G. Barelli

jan19 1mdkttf

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT
OF THE
Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.
NEW ORLEANS. MAY 22, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums	$[illegible] 71	
Marine	129,305 15	
River	205,949 [illegible]	
		$1,027,780 46
Amount of Earned Premiums		988,461 64
Losses paid and estimated		
Fire Losses	$ 34,[illegible]	
Marine	79,[illegible]	
River	245,[illegible]	
Paid discount in lieu of scrip	79,[illegible]	
Paid Taxes	38,[illegible]	
Paid reinsurance	61,[illegible]	
Profit and Loss, Interest, General Expenses, Stamps, less Discount, &c	149,[illegible]	
		670,[illegible] 21
Net Profits		$297,751 20
Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend		$[illegible]

The Company have the following Assets:

Notes secured by mortgages	$ 90,[illegible]
Loans on pledge of stocks	96,[illegible]
Bills Receivable	81,[illegible]
Real Estate	[illegible]
Invested in Consolidated and City Bonds	[illegible]
Invested in Bank Stocks	[illegible]
Foreign and Domestic Scrip and Scrip account	[illegible]
Vallette Dry Dock Company	1,875 00
Due for Premiums in course of collection	102,[illegible]
Cash on hand	287,[illegible]
	$947,180 [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
THOMAS A. ADAMS, President
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS,
CITY OF NEW ORLEANS.
Sworn to and subscribed before me this 22d day of May, 1866.
G. H. BRAUGHN.
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.
THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY. Vice-President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES—
Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy,
C. T. Buddecke, James J. Hanna,
Sam'l B. Newman, A. Duthill,
F. H. Foley, Wm. Edwards,
J. Norman Jackson, A. G. Obes,
A. Thomson, A. B. Reading.

my24 30

Insurance Agencies.

Adriatic Insurance Company, of New York—P. R. Fell Agent, No. 53 Carondelet street.
Ætna Insurance Company, of Hartford, Conn.—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street.
Ætna Life Insurance Company, of New York—Geo. H King, Agent, 115 Camp street.
Atlantic Insurance Company, of New York—P. R. Fell, Agent, 53 Carondelet street.
Citizens' Mutual Insurance Company, of New Orleans—Wm. Dalton, Agent, 542 Magazine street.
Columbia Insurance Company, of New York—Paxson & Folsom, Agents, 48 Camp street.
Harmony Insurance Company, of New York—P. R. Fell, Agent, 53 Carondelet street.
Hartford Insurance Company—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street.
Home Insurance Company, of New Haven—Paxson & Folsom, Agents, 48 Camp street.
International Insurance Company, of New York—Holmes Bros., Agents, Camp street.
Knickerbocker Life Insurance Company—Paxson & Folsom, Agents, 48 Camp street.
Liverpool and London and Globe Insurance Company—184 Gravier street. A. F. Elliot, General Agent.
London and Lancashire Insurance Company—R. G. Musgrove, Agent, 63 Carondelet street.
Manhattan Life Insurance Company—Chas. C. Hathaway, Agent, 21 Carondelet street.
Metropolitan Insurance Company, of New York—L. C. Norvell & Co., Agents, 34 Carondelet street.
Mercantile Mutual (Marine) Insurance Company—L. C. Norvell & Co., Agents, 34 Carondelet street.
New York Life Insurance Company—J. S. Copes, General Agent for Louisiana, 61 St. Charles street.
National Insurance Company, of Boston—Holmes Bros., Agents, 92 Camp street.
Phœnix Insurance Company, of New York—P. R. Fell, Agent, 53 Carondelet street.
Pioneer Accident Insurance Company, of Mobile—P. A. Skipwith, Agent, 46 Carondelet street.
Security Insurance Company, of New York—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street.
St. Louis Mutual Insurance Company—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street.
Travelers' Insurance Company (Accident) of Hartford, Conn.—Harmon Doane, Agent, 97 Camp street.
Travelers' Insurance Company, of Providence, R. I., (Accident) Southern Branch Office—Holmes Bros., Agents, 92 Camp street.
Washington Insurance Company—L. C. Norvell & Co., Agents, 34 Carondelet street.
Widows' and Orphans' Life Insurance Company, of New York—P. R. Fell, Agent, 53 Carondelet street.

O.B. GRAHAM & CO.,
130..........GRAVIER STREET..........130
Between Camp and St. Charles Streets.
Importers of Foreign and Domestic DRY GOODS,
Agent for the York Street Flax Spinning Company of Belfast.

RESPECTFULLY call the attention of the trade to their very Extensive Stock now in store and arriving by first vessels from Europe, consisting of the following: Irish Linen, Printed Linen, Pillow Case Linen, [illegible]

New Orleans Chamber of Commerce.

Tariff of Charges, &c., agreed upon and adopted by the New Orleans Chamber of Commerce, in 1840 and 1842, amended January 9, 1865.

Commissions on Sales.

	per ct.
Sugar, Cotton, Tobacco, Lead, Flour, and products of the soil	2½
Domestic Manufactures, and all foreign merchandise	5
Guarantee of Sales on time	2½
Purchase and Shipment of Merchandise or Produce	2½
Sales or Purchase of Stocks or Bullion	1
Collecting and Remitting Dividends	1
Selling Vessels or Steamboats	2½
Purchasing Vessels or Steamboats	2½
Procuring Freights	5
Collecting Freights from foreign ports	5
Coastwise	5
Outfits and Disbursements	2½
Effecting Insurance	½
Adjusting or Collecting Insurance or other Claims without litigation	2½
With litigation	5
Purchasing and remitting Drafts, or receiving or paying Money on which no other commission has been charged	1
If Bills remitted are guaranteed, in addition	1½
Bills and Notes remitted for collection protested and returned	1
Landing, custody, and reshipping Merchandise or Produce from vessels in distress	2½
Do. Bullion or Specie	1
Adjusting and collecting General Average	5
Consignments of Merchandise withdrawn or reshipped per order, on amount of advances and responsibilities, full commission.	
On the surplus amount of Invoices of such consignments, deducting advances and liabilities, half commission.	
Drawing, endorsing, or negotiating Foreign Bills of Exchange	1½
Do. on Domestic Bills of Exchange	1½
Receiving, entering and reshipping Merchandise to a Foreign Port—on amount of invoice	1
On amount of advances, charges and liabilities on same	2½
For drawing, accepting, negotiating or endorsing Notes or Drafts without funds, produce or bills-of-lading in hand	2½
On Cash Advances in all cases	2½
For entering and bonding Merchandise for the interior—on amount of duties, freight and charges (besides the regular charge for forwarding)	2½
Agency for Steamboats—according to special contract.	
The foregoing rates to be exclusive of Brokerage and charges actually incurred	
Commission on Sales to be paid in the Currency for which sales were made.	

Receiving and Forwarding Merchandise.
[EXCLUSIVE OF CHARGES ACTUALLY INCURRED]

		Cents
Sugar, Molasses and Tobacco	per hhd	$1 00
Cotton	per bale	1 00
Hemp	per bale	30
Moss	per bale	20
Provisions or Bacon	per hhd.	50
"	per tree.	25
Pork, Beef, Lard, Tallow	per bbl.	15
Box Pork	per box	25
Flour, Grain and other dry bbls		5
Lard, Nails and Shot	per keg	5
Lead	per pig	3
Corn, Wheat, Beans, Oats, and other Grain, per bag		5

Liquids.

Pipes and hogsheads		$1 00
Half pipes and tierces		50
Quarter casks and barrels		25
Whisky	per bbl.	25
Oils	per bbl.	25

Sundries.

Boxes, bales, cases, trunks and other packages Dry Goods		$1 00
Earthen an Hardware, per package 25c to		75
Bar Iron and Castings	per ton	1 25
Railroad Iron and Pig Iron	per ton	1 00
Hollow Ware	per ton	2 50
Soap, Candles, Wines, etc	per box	5
Coffee, Spices, etc	per bag	10
Gunpowder	per keg	50
Salt	per sack	5

Storage and Labor Per Month.

Cotton and Wool	pr bale	50
Tobacco	pr hhd	75
Hemp	pr bale, not exceeding 300 lbs	10
" " " "	450 lbs	15
" " " "	600 lbs	20
" " " "	800 lbs	25
Moss	pr bale	25
Bagging, Kentucky	pr bale	25
India	pr bale	25
Rope, Kentucky	pr coil	5
Gunny Bags	pr bale	10
Peltries	pr bale	10
Hides	each	3
Lead	pr pig	2
Hollow Ware	pr ton	$1 25
Bar-Iron and Castings	pr ton	1 00
Railroad Iron and Pig Iron	pr ton	50
Bacon and Provisions	pr hhd	50
Pork, Beef, Lard, Tallow, etc	pr bbl	8
Molasses, Oil and Whisky	pr bbl	15
Flour	pr bbl	6
Lard	pr tierce	15
"	pr bbl	10
"	pr keg	3
Sugar and Molasses	pr hhd	30
Havana	pr box	20
Corn, Wheat, Oats and other grn	pr bag	5
Coffee, Spices, etc	pr bag	5
Salt	pr bag	3
Candles, Soap, Wine, Fish, Raisins, Oils, Sweetmeats, Segars, etc	pr box	
or basket		3
Do. in half boxes		2
Nails	pr keg	3
Dry Goods, not exceeding 10 feet		15
not exceeding 20 feet		20
not exceeding 30 feet		25
over 30 feet		40
Crockery	pr cask or crate	1 00
"	pr half-cast or half crate	50
Hardware	pr cask	40
Liquids	pr pipe or hhd	1 00
"	pr half pipe or tierce	50
"	pr quarter-cask or bbl	25
Claret	pr box	20

Weight of Grain Per Bushel.

Wheat and Rye	lbs 60
Corn	lbs 56
Oats	lbs 32

Tares.

Lard	Actual Tare
Butter	do
Cheese	do
Tallow	do
Soap	do
Sugar	do
Coffee, in bags	do
Rice, Georgia and Carolina	10 per cent.

Freights.

When vessels are chartered, or goods shipped by the ton, and no special agreement respecting the proportion of tonnage which each particular article shall be computed at, the following regulation shall be the standard:

That the articles, the bulk of which shall compose a ton, to equal a ton of heavy materials shall in weight be as follows:

Coffee	in casks, lbs. 1568, in bags, lbs.	1829
Cocoa	in casks, lbs. 1120, in bags, lbs.	1300
Pimento	in casks, lbs. 950, in bags, lbs.	1100
Flour	8 barrels of lbs.	196
Beef, pork, tallow, pickled fish and naval stores		6 bbls
Pig and bar-iron, lead and other metals or ore, heavy dye woods, sugar, rice, honey, or other heavy articles	gross lbs.	2000
Ship bread	casks 672, bags 784 bulk lbs.	896
Wines, brandy, spirits, and liquids generally, reckoning the full capacity of the casks, wine measure	gallons	200
Grain, peas and beans in casks	bushels	22
" in bulk	bushels	36
Salt—European	bushels	36
Salt—West India	bushels	31
Stone Coal	bushels	28
Timber, planks, furs, peltries, in bales or boxes, cotton, wool, or other measurement goods, cubic feet		40
Dry hides	lbs	1120

When Molasses is shipped by the hogshead without any special agreement, it shall be taken at 110 gallons, estimated on the full capacity of the cask.

Freights, (and commission on them) when in sterling money, shall be settled at $4 84 per pound sterling; and other foreign currency at the value fixed by Congress, adding thereto the current rate of Exchange.

ALFRED MOULTON, President.
I. N. MARKS, 1st Vice President.
E. S. KEEP, 2d Vice President.
ARTHUR C. WAUGH,
Secretary and Treasurer.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES.

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. P. Janvier, Secretary.
Citizens' Mutual Insurance Company, No. 3 Carondelet street—O. Gaillard, President; H. Castarede, Secretary.
Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.
Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.
Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.
Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.
Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President; C. Williams, Secretary.
Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas. H. Wheeler, President; A. W. Hunter, Secretary.
Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.
Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.
Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Baquie, Secretary.
Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.
National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Wharn, President; E. N. Ganucheau, Secretary.
New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.
Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Placide Fortall, President; A. De Buys, Secretary.
Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.
Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

DISEASES.

MR. F. GAUDOZ, Druggist, from the Paris school, reminds his friends and the public that he attends, as heretofore, to the treatment of Secret and Cutaneous Diseases. [illegible]
F. GAUDOZ, Druggist
Corner Orleans and Rampart streets.

LEEDS'S FOUNDRY,
(ESTABLISHED IN 1825.)
Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public [illegible] Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, [illegible] Saw Mills [illegible] Iron Work. [illegible] kinds of Plantation and Steamboat Work, and every description of Machinery for the South.
LEEDS & CO.

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES.

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia: To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance.
"10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles.
Prepayment optional

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The island rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce; double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, via Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia; to Servia (except Belgrade) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply, and to places beyond seas, or other than those designated, the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As the scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.* Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

ROUTES OF TRANSMISSION, &C.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail via England, should bear the direction, "open mail via England," if for transmission in the closed mail to France, they should be directed, "via French Mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed, "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed, "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed, "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent "via France;" otherwise they may be mis-sent in the open mail to Liverpool, by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1866 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds, mortgages or securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated.

Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.
(*Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.*)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phæton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description, and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs.	per bushel.
Corn shelled	56	" "
" in ear	70	" "
Oats	32	" "
Rye	56	" "
Buckwheat	52	" "
Barley	48	" "
Malt	34	" "
Beans	60	" "
Cow Peas	60	" "
Irish Potatoes	60	" "
Onions	54	" "

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	..
Buckwheat	..
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	..
" Meal	..
Hair, plastering	..
Lime, unslacked	..
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	32
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	..
" sweet	..
Peas	..
Rye	56
Seed Blue Grass	14
Seed, Clover	62
" Flax	56
" Hemp	42
" Timothy	45
" Hungarian Grass	50
Salt, Coarse	..
" Fine	..
Sand	..
Turnips	..
Wheat	60

St. Louis Restaurant,
Nos. 75 and 77 St. Louis street,
—KEPT BY—
HENRY BARTHE.

MR. HENRY BARTHE respectfully informs his friends and the public that he will open on SATURDAY NEXT, the new Saloons and Private Rooms he has had fitted up above his Restaurant. Nothing has been spared to make these Saloons large and well ventilated—the choice comprises [illegible]
The Restaurant is kept open until midnight. [illegible]

Value of Foreign Coins.

The following is "a synopsis of the value of foreign specie moneys in the money terms and gold of the United States," prepared officially at the United States Mint, and used at the Treasury Department in Washington:

COUNTRIES.		VALUE.
Austria	Silver Florin, (100 Kreutzers)	$.4808
Belgium	Silver Franc	$.19455
Bolivia	Silver Dollar	$.7584
Brazil	Milrei (1000 Reis)	$5.415
Bremen	Thaler (72 Grotes)	$.70
Buenos Ayres	See New Granada and Mexico.	
Central America	Doubloon	$15.747
	Gold Dollar	$.9842
	Four Dollar Piece, (2 Escudos)	$3.68
Chili	Gold Dollar	$.91263
China	Tael	$1.48
	Mexican Dollar	$1.05
	(The Chop Dollar has no standing value.)	
Denmark	Silver Rigsdaler (6 Marks)	$.5483
Ecuador	Dollar (8 Reals)	$.80
Egypt	Piastre	$.05
England	Pound	$484
France	Franc (100 centimes, gold)	$.193
	(See Belgium, Silver)	$.19455
Germany	Thaler (30 Groshen)	$.7205
	Austrian florin (100 Kreutzers, (See Austria)	$.4803
	Southern Florin (60 Kreutzers	$.412
Greece	Drachm (100 Lepta)	$.17275
Hamburg	Mark Banco (16 Skillings)	$.3643
India	Rupee (16 Annas)	$.482
Italy	Lira of Sardinia	$.193
	Lira of Florence	$.1[illegible]
	Scudo of Rome	$1.05
	Ducat of Naples	$.[illegible]
Japan	Itzebu	$.34
Mexico	Mexican Dollar	$1.05
	Doubloon	$15.[illegible]
	Gold Dollar	$.[illegible]
	Silver Dollar	$1.05
Morocco	Bontqui	$.[illegible]
Netherlands	Guilder	$.[illegible]
New Granada	Peso of 10 of a Condor, in gold	$.[illegible]
	in silver	$.[illegible]
Peru	Same as Bolivia	
Portugal	Milrei of 1000 Reis	$1.[illegible]
Prussia	Thaler 30 Groschen (See Germany)	
Russia	Rouble (100 Copecks)	$.[illegible]
Spain	Real (100 Centimes)	$.[illegible]
Sweeden	Rigsdaler (Rixdaler) (100 Ore)	$.[illegible]
Switzerland	Franc (100 Rappen) see France	
Tunis	Piastre	$.[illegible]
Turkey	Piastre (100 Paras) gold	$.[illegible]
	silver	$.043

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. I. Mortimer, Cashier.
Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jonesville, Cashier.
Crescent City Bank, No. 104 Canal street up stairs—John Pemberton, President; Charles Faurie, Cashier.
Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Lery, Cashier.
First National Bank, No. 67 Camp street—D. B. Forbes, President; —— —— Vice President; Louis Miey, Acting Cashier.
City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—G. W. [illegible], President; Jules Cassard, Cashier.
City Bank of New Orleans, No. 15 Commercial Place—Richard Jones, Manager.
Bank of Louisiana (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. F. Irvine, Cashier.
Louisiana State Bank, corner of Royal and Conti—J. A. Blanc, President pro tem.; L. Berard, Cashier.
Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Cruzat, Cashier.
Bank of New Orleans, corner St. Charles and Union streets—Frank Williams, President; A. Dochiron, Cashier.
Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.
Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Act. Cashier.
Saint, Nevers & Co., cor. Camp and Common streets.
United States Treasury, No. 50 Camp street—W. R. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Vezzie, Cashier.
Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Ferret, Cashier.
M. Judah, cor. Camp and Common streets.
Berks & Co., No. 54 Camp street.
Louisiana National Bank, Common street, near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll, Vice President and —— Hull, Cashier.

New Regulations Concerning Stamp Duties.

Commissioner Rollins, of the Internal Revenue Bureau, has just issued a pamphlet containing a schedule of stamp duties on and after March 1, 1867, and the laws and regulations concerning the purchase and use of Internal Revenue Stamps:

In all cases where an adhesive stamp is used for denoting the stamp duty upon an instrument, the person using or affixing the same shall write or imprint thereupon in ink the initials of his name, and the date (the year, month, and day) on which the same is attached or used. Each stamp should be separately cancelled. When stamps are printed upon checks, &c., so that in filling up the instrument the face of the stamp is and must necessarily be written across, no other cancellation will be required.

All cancellation must be distinct and legible, and, except in the case of proprietary stamps from private dies, no method of cancellation which differs from the above described can be recognized as legal and sufficient.

A person who holds an unstamped conveyance, founded upon a "Confederate currency" consideration will be allowed to affix such stamps thereto as he may think sufficient, and no prosecution will be instituted by direction of the Internal Revenue Bureau for the recovery of a penalty for failure to stamp it according to the nominal amount of such consideration in United States currency at the date of its delivery; they will be allowed to do so, taking their own risk of the sufficiency of the stamp.

The validity of a deed is a question for the courts. It is one of importance to the parties, but not to the Bureau any further than the insufficiency of the stamp may effect their revenue. The foregoing is applicable to other instruments as well as to deeds.

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who makes, signs or issues, or who causes to be made, signed or issued any paper of any kind or description whatever, or who accepts, negotiates or pays, or causes to be accepted, negotiated or paid, any bill of exchange, draft or order, or promissory note for the payment of money, without the same being duly stamped, or having thereupon an adhesive stamp for denoting the tax chargeable thereon, cancelled in the manner required by law, with intent to evade the provisions of the Revenue Act.

A penalty of two hundred dollars is imposed upon every person who pays, negotiates or offers in payment, or receives or takes in payment, any bill of exchange or order for the payment of any sum of money drawn or purporting to be drawn in a foreign country, but payable in the United States, until the proper stamp has been affixed thereto.

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who fraudulently makes use of an adhesive stamp to denote the duty required by the revenue act, without effectually cancelling and obliterating the same in the manner required by law.

Attention is particularly called to the following extract from section 155 of the act of June 30, 1864, as amended by the act of July 13, 1866:

"If any person shall wilfully remove or cause to be removed, alter or cause to be altered, the cancelling or defacing marks on any adhesive stamp, with intent to use the same, or to cause the use of the same, after it shall have been once used, or shall knowingly or wilfully sell or buy such washed or restored stamps, or offer the same for sale, or give or expose the same to any person for use, or knowingly use the same or prepare the same with intent for the further use thereof, or if any person shall knowingly and without lawful excuse (the proof whereof shall be on the person accused) have in his possession and washed, restored, or altered stamps, which have been removed from any vellum, parchment, paper, instrument, or writing, then and in every such case, every person so offending, and every person knowingly and wilfully aiding, or assisting in committing any such offence as aforesaid, shall, on conviction thereof, * * * be punished by a fine not exceeding one thousand dollars, or by imprisonment and confinement to hard labor not exceeding five years, or both, at the discretion of the court."

It is reported that persons in various parts of the country, and under various pretexts, are collecting cancelled stamps, and, as it is believed, for the purpose of removing the cancelling marks therefrom and preparing them for further use.

All revenue officers have been directed to give this matter their special attention, to acquaint the people with the true object for which such stamps are collected, and with the penalties incurred by all who in any way knowingly and wilfully aid, abet and assist in the commission of the offence. It is believed that many stamps are gathered from persons who are ignorant of the use to which they are to be put, and innocent of all intent to defraud the revenue.

The fact that a person is collecting stamps which have once been used is sufficient to arouse strong suspicion, and calls for an immediate investigation; and the possession of washed, restored or altered stamps is *prima facie* evidence of guilt. No pains should be spared to insure the detection and punishment of the guilty parties.

It is not lawful to record any instrument, document or paper required by law to be stamped, or any copy thereof, unless a stamp or stamps of the proper amount have been affixed and cancelled in the manner required by law; and such instrument or copy, and the record thereof, are utterly null and void, and cannot be used or admitted as evidence in any court until the defect has been cured as provided in section 158.

Legal Rates of Interest.

The following are legal rates of interest in the several States of the Union:

Maine, 6 per cent.
New Hampshire, 6 per cent.
Vermont, 6 per cent., except upon railroad notes or bonds, which may bear 7 per cent.
Massachusetts, 6 per cent.
Rhode Island, 6 per cent.
Connecticut, 6 per cent. By the law of May, 1864, banks are prohibited, under a penalty of $500, from taking, directly or indirectly, over 6 per cent.
New York, 7 per cent.
New Jersey, 6 per cent.
Pennsylvania, 6 per cent.
Delaware, 6 per cent.
Maryland, 6 per cent.
Virginia, 6 per cent.
North Carolina, 6 per cent.
South Carolina, 7 per cent.
Georgia, 7 per cent.
Alabama, 8 per cent.
Arkansas, 6 per cent. Special contracts, in writing, in this State, will admit of interest not exceeding 10 per cent.
Florida, 6 per cent. On special contracts 8 per cent. is allowed.
Illinois, 6 per cent. previous to 1857 and 10 since that time.
Indiana, 6 per cent.
Iowa, 6 per cent. On special contracts and judgments 10 may be charged.
Kentucky, 6 per cent.
Louisiana, 5 to 8 per cent.
Michigan, 5 per cent. It is lawful to stipulate for any rate not exceeding 10 per cent.
Mississippi, 6 per cent. Since March, 1856, 10 per cent is allowed on special contracts.
Missouri, 6 per cent. Parties can agree for any sum not exceeding 10 per cent.
Ohio, 6 per cent, and all interest charged over this rate is illegal.
Tennessee, 6 per cent.
Texas, 8 per cent. Special agreement admitting not exceeding 12 per cent.